



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 20 – Edition du 23 février 2023

1

BULGARIE

- ❖ La Bulgarie renonce à demander son adhésion à la zone euro dès le 1er janvier 2024
- ❖ Déficit du compte courant de 0,3 % et flux nets d'IDE de 2,7 % du PIB en 2022
- ❖ La BERD réduit ses prévisions de croissance en 2023 de 0,5 pp à 1 %
- ❖ Autorisation de l'acquisition de « KBC Bank Bulgaria » EAD par « United Bulgarian Bank »
- ❖ Mémoires d'entente avec la Grèce dans le domaine de l'énergie
- ❖ Amende de 67,8 M BGN à Lukoil Bulgaria.
- ❖ Planification de l'espace maritime

LE CHIFFRE A
RETENIR
2024

[LA BULGARIE RENONCE A
DEMANDER SON ADHESION A LA
ZONE EURO DES LE 1^{ER} JANVIER 2024](#)

CHYPRE

- ❖ Le Conseil des Ministres a décidé la prolongation de certains mécanismes de subventions énergétiques
- ❖ Approbation d'un projet de loi pour accroître l'exonération fiscale sur les dépenses d'investissement dédiées à l'amélioration énergétique des entreprises
- ❖ Lancement de deux nouveaux plans de financement pour (i) la digitalisation des entreprises et (ii) la mise à niveau énergétique des résidences.
- ❖ Le PIB chypriote a crû de +4,4% en rythme annuel au cours du quatrième trimestre 2022
- ❖ Sur l'ensemble de l'année, les recettes touristiques atteignent 2,44 Mds€
- ❖ Bank of Cyprus enregistre 71 M€ de profits en 2022

GRECE

- ❖ Exécution budgétaire janvier 2023
- ❖ Sur l'année 2022, le déficit des transactions courantes se creuse et atteint 20,1 Mds€ (10% du PIB), en hausse de 7,9Mds€ par rapport à 2021
- ❖ Commerce extérieur - Grèce-Russie et Grèce Ukraine
- ❖ En raison de la hausse des prix d'hydrocarbures, la Russie devient le premier fournisseur de la Grèce en 2022
- ❖ Les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'énergie misent sur des investissements de 9 Mds€ d'ici 2032

ROUMANIE

- ❖ La Banque Nationale de Roumanie revoit ses prévisions d'inflation à la baisse.
- ❖ Le taux d'emplois vacants continue de diminuer au quatrième trimestre
- ❖ 534 appels à projets prévus pour 2023 à hauteur de 40 milliards d'euro.
- ❖ La Roumanie met en place une consigne pour les bouteilles de boisson
- ❖ La Roumanie est le 6ème producteur automobile européen en 2022

Bulgarie

Macroéconomie et finances

La Bulgarie renonce à demander son adhésion à la zone euro dès le 1^{er} janvier 2024. La ministre des Finances intérimaire Rositsa Velkova-Jeleva a annoncé, le 17 février dernier à l'occasion d'une conférence de presse, que la Bulgarie ne soumettrait pas de demande de rapports de convergence fin février pour deux raisons : (i) le pays n'a pas rempli tous ses [engagements](#) pris lors de son entrée dans le mécanisme de taux de change MCE II. L'AN n'a adopté ni les modifications nécessaires du Code des assurances garantissant le bon fonctionnement du système de la « carte verte » en Bulgarie, ni les amendements de la Loi commerciale destinés à améliorer la procédure des faillites, ni ceux de la Loi sur les mesures contre le blanchiment d'argent. (ii) le pays ne respecte pas le critère d'[inflation](#). En 2022, l'indice des prix à la consommation harmonisé en moyenne annuelle a été de 13 % et en janvier 2023 de 13,5 %. Les autorités estiment que si elles demandent maintenant l'élaboration de rapports de convergence en vue d'une adhésion à la zone euro dès le 1^{er} janvier 2024, le pays risque de recevoir un refus catégorique, ce qui pourrait reporter la date d'entrée de plusieurs années. La Bulgarie soumettra une telle demande lors qu'elle aura rempli ses engagements législatifs et atteint le critère d'inflation.

Déficit du compte courant de 0,3 % et flux nets d'IDE de 2,7 % du PIB en 2022. Selon les [données](#) préliminaires de la Banque centrale, la Bulgarie a enregistré un déficit du compte courant de 274,7 M EUR (0,3 % du PIB) en 2022, contre un déficit de 351 M EUR un an plus tôt. La balance des services a augmenté de 4,1 Mds EUR à 5,2 Mds EUR en 2022 surtout grâce à la rubrique 'Voyages'. Le solde des revenus secondaires s'est accru de 832 M EUR à 1,4 Md EUR suite à la hausse des 'Transferts courants dans le cadre de la coopération internationale'. La balance commerciale s'est, quant à elle, dégradée de -2,9 Mds EUR à -4,6 Mds EUR en raison d'une hausse des importations plus importante que celle des exportations. Les revenus primaires sont restés pratiquement au même niveau (-2,3 Mds EUR en 2022). Les [flux](#) nets d'IDE en Bulgarie fin 2022 se sont élevés à 2245 M EUR (2,7 % du PIB), soit une hausse annuelle de 1039,6 M EUR (86,2 %) en raison de la hausse des instruments de dette de 1061,4 M EUR.

La BERD réduit ses prévisions de croissance en 2023 de 0,5 pp à 1 %. Dans son dernier [rapport](#) sur les perspectives économiques régionales publié le 16 février dernier, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a révisé à la baisse ses projections de croissance du PIB en 2023 à 1,0 %, soit une baisse de 0,5 pp par rapport aux prévisions de septembre 2022. Cette révision à la baisse s'explique par la conjoncture générale plus défavorable. Selon [les prévisions d'hiver](#) de la Commission européenne, le PIB bulgare croîtrait de 1,4 % cette année. En 2022, la croissance s'est élevée à 3,9 %.

Autorisation de la Banque centrale de l'acquisition de « KBC Bank Bulgaria » EAD par « United Bulgarian Bank » AD. La Banque nationale de Bulgarie (BNB) a adopté [une décision](#) nationale par laquelle, conformément à une instruction de la Banque centrale européenne (BCE), elle a délivré une autorisation pour la transformation de « KBC Bank Bulgaria » EAD et son acquisition par « United Bulgarian Bank » AD en vertu de l'art. 262 de la Loi commerciale. La BCE est le superviseur sur base consolidée de « KBC Bank Bulgaria » EAD et de « United Bulgarian Bank » AD, qui sont des institutions importantes sous la surveillance de la BCE, dans le contexte de l'étroite coopération entre la BCE et la BNB établie à partir de 1^{er} octobre 2020 et l'adhésion de la Bulgarie au mécanisme de surveillance unique. « United Bulgarian Bank » AD devient le successeur légal universel de « KBC Bank Bulgaria » EAD.

« KBC Bank Bulgaria » et « United Bulgarian Bank » AD appartiennent au groupe belge KBC. « United Bulgarian Bank » est parmi les cinq banques ayant les actifs les plus importants en 2022 (groupe 1). Ces derniers se sont élevés à 17,5 Mds BGN en 2022. Les actifs de « KBC Bank Bulgaria » se sont montés à 2,4 Mds BGN l'année dernière.

Enjeux sectoriels et thématiques

Mémorandums d'entente avec la Grèce dans le domaine de l'énergie. Les ministres bulgare et grec de l'Énergie, Rossen Hristov et Kostas Skrekas, [ont signé](#), le 16 février à Athènes, deux protocoles de coopération (MoU) dans le domaine de l'énergie. Le premier est relatif à l'étude des possibilités de construction d'un oléoduc reliant Alexandroupolis à Burgas. Cet oléoduc transportera du pétrole provenant de sources non russes à partir du port d'Alexandroupolis vers la région de Burgas. Le deuxième MoU est lié à la sécurité des approvisionnements et au stockage de gaz naturel (conformément au [règlement \(UE\) 2022/1032](#)). La signature de ces MoU intervient dans le cadre d'une visite officielle en Grèce du Président bulgare Roumen Radev qui a souligné l'importance stratégique du projet d'oléoduc permettant une réelle diversification des approvisionnements en pétrole destinés à la raffinerie Lukoil Neftochim. Un groupe de travail sera chargé d'effectuer des études préliminaires, d'analyser les possibilités de financement et de préparer un plan d'action en vue de la mise en œuvre du projet d'ici la fin 2024.

Amende de 67,8 M BGN imposée par la Commission pour la protection de la concurrence à Lukoil Bulgaria. La Commission pour la protection de la concurrence (CPC) a annoncé le 17 février d'avoir [imposé](#) une amende de 67,8 M BGN (soit 34,7 M EUR) à Lukoil Bulgaria pour abus de position dominante sur le marché de gros des carburants suite à une plainte déposée par les sociétés OMV et Insa Oil contre les politiques de prix pratiquées par Lukoil. La CPC a constaté que Lukoil Bulgaria avait appliqué un ciseau tarifaire qui pourrait empêcher la concurrence sur le marché de gros des carburants et affecter ainsi les intérêts des consommateurs.

Planification de l'espace maritime. Le ministère du Développement régional et des travaux publics a annoncé le 21 février [la finalisation du projet](#) de document de planification de l'espace maritime de la Bulgarie à l'horizon 2025 conformément à la directive européenne 89/2014 relative à la planification de l'espace maritime. Le document doit être approuvé par le Conseil des ministres.

Chypre

Macroéconomie et finances

Dans [l'une de ses dernières décisions avant le changement d'administration](#) (effectif au 1^{er} mars), le **Conseil des Ministres a décidé la prolongation de certains mécanismes de subventions énergétiques.** La réduction des taxes sur les carburants et le mécanisme existant de subvention des factures d'électricité des ménages ont ainsi été étendus de deux mois supplémentaires, jusqu'au 30 avril. Approuvée en mars dernier, la réduction des droits d'accises sur les carburants prévoit une baisse à hauteur de 7 centimes par litre du prix de l'essence, de 8,3 centimes pour le diesel et de 6,4 centimes

pour le fioul domestique. La subvention sur les factures d'électricité des ménages a de son côté été introduite à partir de septembre pour couvrir le rétablissement du taux de TVA à 19% sur les prix de l'électricité (contre 9% durant les 10 mois précédents). Cette mesure concerne 449 000 ménages et 111 500 entreprises, pour un coût jusqu'ici estimé à 54 M€ et une baisse moyenne de la facture d'électricité de 14%. Le coût estimé de sa prolongation est de 30 M€.

Le Conseil des ministres a également approuvé un projet de loi pour accroître l'exonération fiscale sur des dépenses d'investissement spécifiques dédiées à l'amélioration énergétique des entreprises. Ce projet modifierait de fait la loi sur l'impôt sur le revenu, accordant une exonération fiscale supplémentaire sous la forme d'une déduction sur le capital engagé au cours des années fiscales 2023, 2024 et 2025. Une déduction de 7% est ainsi prévue pour les investissements concernant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, contre 3% accordés dans le cadre législatif existant. L'achat de machines et équipements raccordés à des systèmes d'énergie renouvelable bénéficiera d'une déduction d'impôt de 20% (au lieu de 10 % actuellement). Enfin, les investissements dans des véhicules électriques bénéficieront d'une déduction à hauteur de 25% (contre 20% actuellement).

Le Ministère de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie a annoncé le lancement de deux nouveaux plans de financement pour (i) la digitalisation des entreprises et (ii) la mise à niveau énergétique des résidences. Les deux projets s'inscrivent dans le cadre du plan de relance chypriote «Cyprus Tomorrow». Le premier plan bénéficie d'une enveloppe de 14 M€ sur la période pour encourager l'investissement dans l'entrepreneuriat numérique et améliorer le degré d'intégration des technologies numériques dans les PME. L'intensité de la subvention s'élève à 50% du budget éligible avec un plafond fixé à 50.000 €. Le second constitue une extension du mécanisme lancé en mars 2021 et disposera également d'une enveloppe de 35 M€. La subvention couvrira jusqu'à 60% du coût des travaux d'amélioration énergétique pour un plafond de 32.000€.

Le PIB chypriote a crû de +4,4% en rythme annuel au cours du quatrième trimestre 2022, selon les premières estimations publiées par CYSTAT. En rythme trimestriel (séries corrigées des variations saisonnières), la croissance de l'activité est estimée à +1,1%. Les principaux secteurs ayant tiré l'activité au T4 sont l'hôtellerie-restauration, le transport et stockage, l'information-communication ou encore le commerce de gros et de détail.

Enjeux sectoriels et thématiques

Au cours du mois de janvier, 90 549 touristes ont visité Chypre, marquant une progression de +106,1% sur un an. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (20,6% des entrées), Israël (16,6%), la Pologne (12,3%) et la Grèce (11,6%). CYSTAT indique également que **les recettes liées au tourisme ont atteint 57,6 M€ en décembre 2022, en hausse de +6,7% sur un an. Sur l'ensemble de l'année, les recettes touristiques s'établissent à 2,44 Mds€,** contre 1,51 Md€ en 2021 (+61,2%) et 2,68 Mds€ en 2019 (-9,1%). La dépense moyenne par voyageur atteint 777€, en hausse de 13,4% par rapport à 2019, pour une durée de séjour de 9,5 jours en moyenne (contre 9 jours en 2019).

Les profits enregistrés par Bank of Cyprus en 2022 s'élèvent à 71 M€, contre 29,7 M€ sur l'année 2021. Les revenus de la banque ont progressé de 20,3%, atteignant 699 M€, contre des coûts d'exploitation de 381 M€ (-1% sur un an). Le bénéfice après impôt et provisions atteint 188 M€, auxquels il convient de retrancher 104 M€ liés au plan de départ volontaire, mis en place au T3 2022 et qui a concerné 550 employés (réduction des effectifs à temps plein de 16%). Alors que la hausse des profits provient en

grande partie d'une réduction des pertes, dépréciations et provisions, la rentabilité de la banque devrait continuer à progresser du fait du dynamisme de l'activité de crédit (2,1 Mds€ de nouveaux prêts accordés en 2022, +17% en g.a.), de la hausse des taux d'intérêt, mais aussi de sa restructuration. En 2023, Bank of Cyprus prévoit ainsi de verser des dividendes à ses actionnaires pour la première fois depuis 2011. En outre, le total des dépôts a enregistré une hausse de 8% en glissement annuel pour atteindre 18,99 Mds€, la banque disposant d'un excédent de liquidités de 7,6 Mds€ qui la positionne pour profiter davantage des hausses de taux d'intérêt. Le ratio de capitalisation CET1 demeure enfin solide, à 15,4%, tandis que le taux de NPLs s'est de nouveau réduit pour atteindre 4,0%, contre 12,4% au fin 2021. Cette réduction est essentiellement due à l'achèvement du projet Helix3 (vente d'un portefeuille de 550 M€) et à des réductions organiques nettes de 57 M€.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier 2023 (données provisoires) : le solde budgétaire affiche un excédent de 1,471 Md€, contre un objectif d'excédent de 917 M€ prévu au titre de la loi de finances 2023, et contre un déficit de 1,199Md€ en janvier 2022. Un excédent primaire de 2,765 Mds€ a été dégagé, contre un objectif d'excédent de 2,147 Mds€ et contre un excédent primaire de 15 M€ sur janvier 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 7,157 Mds€, en hausse de 566 M€ (+8,6%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023. Cette augmentation est principalement due à la hausse des recettes fiscales, élevées à 5,023 Mds€ (+620M€ ou +14,1% par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2023), en raison de la meilleure performance des impôts de l'année précédente perçus par tranches jusqu'à fin février 2023 (impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, taxe foncière Enfia), ainsi que de la meilleure performance dans la perception des impôts de l'année en cours (TVA). Les recettes du budget des investissements publics se sont élevées à 601 M€, en hausse de 86 M€ par rapport à l'objectif (515 M€). Les dépenses totalisent 5,686 Mds€, en hausse de 12 M€ par rapport à l'objectif (5,674Mds€) de la loi de finances 2023, et en hausse de 632M€ par rapport à janvier 2022, essentiellement en raison de l'augmentation des transferts du budget ordinaire de 615 M€. Du côté du budget ordinaire, les paiements sont supérieurs à l'objectif de 110 M€, en raison notamment de transfert en ce début de période de fonds de 176M€ aux hôpitaux. Il convient également de noter la subvention de 325 M€ à la Société de l'information et la réaffectation de crédits visant à faire face à la crise énergétique (Market Pass) pour les premiers mois de sa mise en œuvre, ainsi que le décalage des paiements des programmes d'armement à hauteur de 298 M€.

Sur l'année 2022, le déficit des transactions courantes se creuse et atteint 20,1 Mds€ (10% du PIB), en hausse de 7,9Mds€ par rapport à 2021, selon les données publiées par la [Banque de Grèce](#). L'évolution reflète principalement la hausse des importations qui a atteint 40,1% à prix courants, Les exportations progressent aussi de 36,1% à prix courants. Hors produits pétroliers la hausse a été de 23,6% et de 23,3% respectivement. La hausse de ce déficit est compensée par l'amélioration du solde des services, grâce à l'augmentation de l'excédent des services de voyage. Les arrivées touristiques augmentent de 89,3 % et les recettes afférentes de 67,9% par rapport à 2021, niveaux qui demeurent néanmoins inférieurs à ceux enregistrés en 2019.

Enjeux sectoriels et thématiques

Commerce extérieur - Grèce-Russie : Le déficit commercial de la Grèce avec la Russie s'est creusé de 4,4 Mds€ à 9,1Mds€, en 2022, plombé par la hausse des prix des hydrocarbures. La valeur des importations de la Grèce en provenance de Russie s'est élevée à environ 9,4Mds€, en hausse de 116,9 % par rapport à 2021. La valeur des exportations de la Grèce vers la Russie s'est élevée à seulement 156,4 M€, en baisse de 24,3 % par rapport à 2021 ([ELSTAT](#)).

Commerce extérieur - Grèce-Ukraine : la valeur des importations de la Grèce en provenance d'Ukraine s'est élevée à 280,5 M€, en hausse de 41,4 % par rapport à 2021. La valeur des exportations grecques vers ce pays s'est élevée à 343,2 M€, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à 2021, l'excédent commercial grec s'élevant sur l'exercice 2022 à 62,7 M€. ([ELSTAT](#))

En 2022, la Russie devient le premier fournisseur de la Grèce (10% des importations totales), devant l'Allemagne (9,2%) et la Chine (8,5%), tandis que l'Italie demeure le premier acheteur (10,4% des exportations grecques), suivie de la Bulgarie (7,9%) et de l'Allemagne (6,5%). La part de marché française reste stable à environ 4% (8^{ème} fournisseur et 12^{ème} client; échanges commerciaux de 5,1Mds€) . ([Entreprise Greece & ELSTAT](#))

Les programmes d'investissements des gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'énergie totalisent un montant de 9 Mds€, selon une interview du président de la Commission grecque de régulation de l'énergie (RAE). Plus particulièrement :

- **IPTO :** le transporteur d'électricité prévoit 4,7 Mds€ de projets pour la période 2024-2033, dont notamment le renforcement des interconnexions électriques avec l'Italie et l'Albanie, ainsi que des projets de développement des infrastructures de transport d'électricité, principalement dans l'ouest et le nord de la Grèce, qui permettront notamment de renforcer sa capacité de raccordement et d'améliorer le potentiel d'exportation du système grec. Des interconnexions insulaires dans la mer Égée sont également prévues.
- **HEDNO :** le distributeur d'électricité prévoit 2,2 Mds€ pour renforcer le réseau, réduire les pertes, augmenter la capacité, assurer des nouvelles interconnexions et procéder à l'acquisition de compteurs intelligents, l'investissement le plus important de l'opérateur (budget total de 1,16 Md€).
- **DESFA :** le transporteur de gaz prévoit pour la période 2023-2032 des projets de 1,27 Md€ afin, d'une part, assurer un transport ininterrompu à tous les utilisateurs du système et, d'autre part, augmenter les exportations de gaz de la Grèce vers la région et faire du pays une porte d'entrée d'approvisionnement en gaz pour l'Europe du Sud Est. Les projets prévus sont notamment le gazoduc vers la Macédoine du Nord, le gazoduc vers la Macédoine Occidentale (construction déjà débutée), les stations de compression au Nord du pays (Komotini, Nea Mesimvria et Abelia) et le nouveau quai pour petits navires de GNL à la station de Revithoussa
- **Réseaux de gaz :** les sociétés de distribution prévoient d'investir 788 M€ dans les réseaux de gaz sur la période 2023-2027, dont 160M€ dans la région de l'Attique, 136 M€ à Thessalonique, 114 M€ en Thessalie et 378 M€ dans le reste du pays.

Roumanie

Macroéconomie et finances

La Banque Nationale de Roumanie revoit ses prévisions d'inflation à la baisse. La banque centrale roumaine a révisé à la baisse ses prévisions d'inflation pour 2023 et 2024. Cette décision est justifiée, en premier lieu, par le reflux des prix de l'énergie, qui devraient diminuer, en glissement annuel, au cours des trois derniers trimestres de l'année 2023. Par ailleurs, la BNR estime que l'inflation sous-jacente, qui continue de croître, devrait atteindre un pic au T1, avant de reculer rapidement. Ainsi, la progression annuelle de l'IPC retombera sous les 10 % dès le deuxième semestre, pour atteindre **+8,7 % au T4**. En 2024, les tensions sur les prix devraient continuer à diminuer et l'inflation pourrait se limiter à +4,2 % à la fin de l'année, soit seulement +0,7 pp au-dessus de la cible maximum d'inflation de l'institution.

Le taux d'emplois vacants continue de diminuer au quatrième trimestre. Le taux d'emplois vacants connaît, pour le troisième trimestre consécutif, un recul au T4. **Il diminue de -0,07 pp, à 0,83 %**. A l'issue de la période, 41 900 emplois vacants étaient recensés dans l'économie roumaine, soit 3 400 de moins que le trimestre précédent. L'administration publique demeure le secteur le plus concerné par les emplois vacants (1,61 %), alors que le secteur de la construction enregistre le taux le plus faible (0,25 %). Pour rappel, la Roumanie a structurellement l'un des plus faibles taux d'emplois vacants de l'Union européenne, avec l'Espagne.

Enjeux sectoriels et thématiques

534 appels à projets prévus pour 2023 à hauteur de 40 milliards d'euro. Le ministère des Investissements et des Projets Européens a publié [un calendrier des appels à projets prévus pour année 2023](#) dans le cadre des programmes financés par des fonds européens, afin d'améliorer la planification de l'ensemble des projets de la Politique de cohésion 2021-2027 et du Plan National de Relance et Résilience. Dans le cadre de la Politique de cohésion, 490 appels à projet sont prévus en 2023 pour un montant de 36,4 milliards d'euros. Parmi ces projets, 246 relèvent d'investissements publics dans les infrastructures de transport, l'éducation et la santé. Seront également lancés au cours de l'année, 139 appels à projet s'élevant à 6,14 milliards d'euros, pour des subventions au secteur privé. Concernant le PNRR, 44 appels à projet sont prévus pour un montant de 4,27 milliards d'euros ciblant les domaines de la digitalisation, de l'efficacité énergétique des bâtiments et des services sociaux.

La Roumanie met en place une consigne pour les bouteilles de boisson. Les producteurs, importateurs ou distributeurs de boissons dans des bouteilles en verre, plastique ou métal, ainsi que les entreprises de l'industrie hôtelière, sont désormais tenus de s'inscrire dans la base des données [du Système de garantie-retour pour les emballages](#) avant la fin du mois de février, sous peine d'amende. L'objectif de ce système est de contribuer à la mise en place des principes de l'économie circulaire en Roumanie et d'atteindre les objectifs de collecte et de recyclage fixés au niveau européen. Il repose dans un premier temps sur le consommateur, qui payera une consigne de 0,50 lei (0,10 euro) lors de l'achat et devra retourner le produit dans un point de collecte pour récupérer la consigne.

La Roumanie est le 6^{ème} producteur automobile européen en 2022. La Roumanie a franchi le seuil de 500.000 voitures produites en 2022 et consolide ainsi, d'après la *European Automobile Manufacturers' Association (ACEA)*, sa position de 6^{ème} producteur automobile de l'Union européenne, derrière la France et devant l'Italie et la Hongrie. La Roumanie a connu en 2022 la plus forte hausse de production de l'UE, +20,6%, devant l'Allemagne (+13.2%) et la France (+10.3%). Les emplois directs dans le secteur de l'industrie automobile, où sont présents les constructeurs Renault-Dacia et Ford, représente 180 000 emplois, soit 15% des emplois dans l'ensemble du secteur industriel du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr